



LINE CÔTÉ, agente de recherche *Research Officer*
CHANTAL FLEURY, conseillère en agronomie *Agronomy Advisor*
RICHARD LAMOUREUX, économiste principal *Chief Economist*
CATHERINE LESSARD, directrice adjointe de la recherche économique *Assistant Director, Economic Studies*
GENEVIÈVE RAINVILLE, directrice de la recherche économique *Director, Economic Studies*

10 ● Recherche économique

La Direction recherche économique conseille les dirigeants des Producteurs de lait du Québec sur les politiques et les dossiers reliés à l'industrie laitière. Elle accomplit ce mandat par la réalisation d'études, d'analyses et la rédaction de textes de vulgarisation pour guider les différentes instances et directions de l'organisation. La Direction représente l'organisation à de nombreux comités provinciaux et nationaux.

Commerce international

Au chapitre des négociations bilatérales, l'élection américaine a généré des changements importants. En novembre 2016, le président américain élu, Donald Trump, a annoncé le retrait des États-Unis du Partenariat transpacifique (PTP) qui avait fait l'objet d'une entente en 2015. Ce retrait met fin à cette entente, qui n'avait pas encore été ratifiée par les pays partenaires, dans laquelle le Canada octroyait un accès supplémentaire à ses marchés de produits laitiers, évalué à 3,25 %. Le président américain a aussi indiqué son souhait de revoir l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Dans le contexte des accès de marchés consenti, le gouvernement fédéral a annoncé un programme d'investissement de 350 millions de dollars pour le secteur laitier, soit 250 millions pour les fermes laitières et 100 millions pour les entreprises de transformation laitière. Ce programme, dont les détails seront connus en 2017, vise à promouvoir les investissements pour la modernisation des équipements et des infrastructures. Il ne s'agit donc plus d'un programme de compensation pour couvrir les pertes liées à l'Accord économique et commercial global (AECG), tel qu'annoncé en 2015.

Après l'entente de Nairobi sur la fin des subventions à l'exportation en décembre 2015, les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'ont pas progressé de façon importante en 2016. Le Canada a jusqu'en 2020 pour mettre en œuvre les changements requis pour se conformer.

Ententes de mise en commun et dossiers nationaux

À l'échelle nationale, la Direction collabore étroitement avec le directeur du développement des affaires concernant le suivi et l'avancement des ententes de mise en commun ainsi que la gestion du Plan national de commercialisation du lait.

Comité sur le quota de P5

Les travaux d'harmonisation des provinces de l'Accord sur la mise en commun du lait dans l'est du Canada (P5) se sont poursuivis en 2016. La Direction effectue différents travaux pour le Comité sur le quota de P5, soit des analyses de marché et des recommandations sur les ajustements du droit de produire des producteurs. Des travaux ont aussi été initiés pour réévaluer la politique de paiement des solides non gras aux producteurs.

RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA PRODUCTION TOTALE ET DES PRODUCTEURS AU 31 DÉCEMBRE 2016

PRODUCTION AND PRODUCERS, BY REGION, AS AT DECEMBER 31, 2016

Région Region	Production totale Total production		Producteurs Producers	
	Litres Litres	%	Nombre Number	%
01 - Estrie	333 396 382	10,70	524	9,57
02 - Capitale-Nationale—Côte-Nord	83 426 607	2,68	176	3,22
03 - Gaspésie-Les Îles	5 851 327	0,19	17	0,31
04 - Lanaudière	96 962 297	3,11	196	3,58
05 - Mauricie	120 556 158	3,87	229	4,18
06 - Outaouais-Laurentides	135 505 281	4,35	241	4,40
07 - Centre-du-Québec	521 473 410	16,74	809	14,78
08 - Abitibi-Témiscamingue	47 993 705	1,54	111	2,03
09 - Chaudière-Appalaches-Nord	365 000 625	11,71	650	11,88
10 - Chaudière-Appalaches-Sud	291 145 190	9,34	546	9,98
11 - Bas-Saint-Laurent	323 098 915	10,37	638	11,66
12 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	153 883 259	4,94	306	5,59
13 - Montérégie-Est	366 127 953	11,75	584	10,67
14 - Montérégie-Ouest	271 458 871	8,71	446	8,15
Total	3 115 879 980	100,00	5 473	100,00

Dossiers provinciaux

Sur la scène provinciale, la Direction prépare mensuellement diverses statistiques et analyses nécessaires pour le suivi des politiques et des activités de l'organisation, notamment en ce qui concerne l'évolution du prix du lait et ses variations mensuelles. Elle collabore également aux différentes négociations portant sur les opérations de mise en marché ou de transport du lait.

Comme chaque année, la Direction a participé en décembre aux audiences de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec portant sur la révision du prix de détail du lait de consommation.

ProAction

La Direction est responsable du comité des Producteurs de lait du Québec ayant le mandat de suivre et d'orienter les travaux de proAction. La Direction participe aussi aux différents comités nationaux de développement du programme, soit ceux du bien-être animal, de la biosécurité, de l'environnement et de la traçabilité. Les formations en personne aux producteurs sur les volets bien-être animal et traçabilité, qui entreront en vigueur en septembre 2017, ont débuté en novembre 2016 et se poursuivront en 2017. Les travaux d'intégration se poursuivent pour l'ensemble des volets, dont ceux de la biosécurité et de l'environnement qui entreront en vigueur respectivement en septembre 2019 et 2021.

Dossiers agronomiques

En santé animale et biosécurité, la Direction a été impliquée dans différents comités provinciaux. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a indiqué en 2016 qu'il mettrait fin au programme d'amélioration de la santé animale au

Québec (ASAQ), qui vise à faciliter l'accessibilité aux services vétérinaires partout dans la province, pour le remplacer par le programme intégré en santé animale du Québec (PISAQ). La période de transition n'a pas encore été confirmée et des travaux d'évaluation restent à compléter, dont un projet pilote dans les fermes laitières. Ces changements pourraient être importants et la Direction suit de près ces travaux.

La Direction soutient les travaux et voit au fonctionnement du comité recherche, environnement, biotechnologie, santé animale des Producteurs de lait, lequel fournit des avis au conseil d'administration sur les différentes politiques touchant le secteur laitier. Elle participe également au comité sur la biosécurité de la filière bovine, conjointement avec Les Producteurs de bovins du Québec.

Implication et collaborations

La Direction poursuit son implication en recherche et développement, notamment en siégeant au conseil d'administration de Novalait inc. et à ses différents comités de gestion de projets.

Tous les membres de la Direction collaborent régulièrement à la revue *Le producteur de lait québécois* en rédigeant des articles de fond ou des chroniques portant sur les statistiques, la gestion, l'évolution des marchés, proAction et la recherche économique. De plus, le personnel de la Direction rencontre à l'occasion des groupes de producteurs et d'autres intervenants qui souhaitent en savoir plus sur la production et la mise en marché collective du lait.

Economic Studies

The Economic Studies Department advises the officers of Les Producteurs de lait du Québec on policies and issues concerning the dairy industry. To fulfill this mandate, the Department must conduct studies and analyses and draft explanatory documents to guide the organization's various bodies and strategies. The Department also represents the organization on various provincial and national committees.

INTERNATIONAL TRADE

As regards bilateral negotiations, the U.S. presidential election caused some major changes. In November 2016, U.S. president-elect Donald Trump announced the withdrawal of the United States from the Trans-Pacific Partnership (TPP), which was the subject of an agreement in 2015. The partner countries had not yet ratified the agreement, in which Canada had granted an estimated 3.25% of additional access to its dairy market, and the withdrawal of the U.S. effectively ended it. President Trump also stated that he wants to review the North American Free Trade Agreement (NAFTA).

In the context of granted market access, the federal government announced a \$350 million investment program for the dairy industry, i.e. \$250 million for dairy farms and \$100 million for dairy processing enterprises. This program, whose details will be known in 2017, is intended to promote investments in upgrading equipment and infrastructures. Therefore, it is not a compensation program for covering losses in connection with the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA), as announced in 2015.

After the "Nairobi Package" agreement in December 2015 to end export subsidies, the World Trade Organization (WTO) negotiations did not make any significant progress in 2016. Canada has until 2020 to implement necessary changes in order to comply with it.

POOLING AGREEMENTS AND NATIONAL ISSUES

At the national level, the Department works closely with the Director of Business Development on monitoring and advancing the pooling agreements and managing the National Milk Marketing Plan.

P5 QUOTA COMMITTEE

The harmonization work of the provinces that signed the Agreement on the Eastern Canadian Milk Pooling (P5) continued in 2016. The Department performs various tasks for the P5 Quota Committee, such as market analyses and recommendations on production entitlement adjustments. Work has also been started on re-evaluating the producer payment policy for solids non-fat.

PROVINCIAL ISSUES

At the provincial level, the Department prepares the various monthly statistics and analyses required to monitor the organization's policies and activities, especially as concerns changes and monthly variations in the price of milk. It also participates in various negotiations over milk marketing and transportation operations.

As it does every year, the Department participated in December in the hearings of the Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec on the review of the retail price of fluid milk.

PROACTION

The Department is responsible for the Les Producteurs de lait du Québec committee mandated to follow up and guide proAction activities. The Department also participates in the various national development committees of the program, including those concerned with animal care, biosecurity, environment and traceability. Beginning in November 2016, training was given in person to producers on the animal care and traceability modules, which will come into force in September 2017, and training will continue in 2017. The integration work continues for all modules, including those concerned with biosecurity and the environment, which will come into force in September 2019 and 2021, respectively.

AGRONOMIC ISSUES

As regards the issues of animal care and biosecurity, the Department was involved in various provincial committees. The Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) indicated in 2016 that it would end Quebec's animal health improvement program (ASAQ), which was aimed at facilitating access to veterinary services across the province, and replace it with a comprehensive animal health program in Quebec (PISAQ). The transition period has not yet been confirmed and the assessment work still has to be carried out, including a pilot project on dairy farms. These changes could be considerable and the Department is monitoring the work very closely.

The Department supports the activities and oversees the operations of Les Producteurs de lait du Québec's Environment, Biotechnology and Animal Health Committee, which advises the Board of Directors on various policies concerning the dairy sector. It also participates in a beef industry biosecurity committee, in conjunction with Les Producteurs de bovins du Québec.

INVOLVEMENT AND COLLABORATION

The Department is involved in research and development, particularly by sitting on the board of directors of Novalait inc. and its various project management committees.

All members of the Department contribute regularly to *Le producteur de lait québécois* magazine by writing feature articles or columns on statistics, management, market trends, proAction and economic research. The Department's staff members also meet occasionally with producer groups and other stakeholders that are interested in learning more about dairy production and collective milk marketing.